

Divulguer le passé pour l'assumer et changer l'avenir

Faire la vérité sur les pensionnats autochtones
et notre rôle comme chrétiens

*Traduction de la déclaration du pasteur James Scott,
responsable du Conseil général de l'Église Unie sur la question des pensionnats amérindiens.*

Tôt en 2009, et avec la tenue prochaine du Conseil général à Kelowna, le comité directeur sur les pensionnats autochtones a communiqué avec la Société des survivants des pensionnats autochtones (IRSSS) de Colombie-Britannique pour envisager une possible rencontre entre les délégués-es au Conseil général et les survivants des pensionnats de Colombie-Britannique. 5 des 13 pensionnats administrés par l'Église Unie se trouvaient dans cette province. Dans le cadre de l'organisation par l'IRSSS de rencontres régionales à travers la province pour mieux faire connaître aux survivants et à leurs communautés la Commission de vérité et de réconciliation (CVR), la décision fut prise de tenir une rencontre à Kamloops tout de suite avant le début du 40^e Conseil général et d'inviter l'Église Unie à s'y impliquer. Le vendredi soir 7 août, le modérateur participa aux cérémonies d'ouverture du rassemblement **Divulguer le passé ; le thème « dire la vérité » y était abordé, et l'Église Unie était invitée à présenter son rôle dans le système des pensionnats.**

Je souhaite d'abord saluer parmi nous la présence des Anciens, et de nombreux anciens élèves des pensionnats ainsi que leurs familles d'un peu partout en Colombie-Britannique, de même que d'autres parmi nous qui sont d'ex-membres du personnel des pensionnats, des représentants d'Églises et des membres des communautés locales. Ceci une rencontre importante dans la démarche de notre parcours commun de guérison, et je tiens à remercier la Société des survivants des pensionnats autochtones de Colombie-Britannique d'en avoir pris l'initiative, à cette date et à cet endroit, et d'ainsi permettre une interaction avec le rassemblement national de l'Église Unie d'environ 600 délégués-es de partout au Canada.

Je tiens également à souligner que nous sommes réunis sur le territoire traditionnel des peuples Secwepemc (autrefois connu comme Shuswap).

Dire la vérité

Le thème d'aujourd'hui est : « Dire la vérité ». Tel que l'a exprimé hier soir le modérateur, l'Église Unie du Canada chemine depuis longtemps pour connaître la vérité sur les conséquences des pensionnats sur les individus, les familles, les communautés et les cultures autochtones. Nous ne connais-



Commission de vérité et de réconciliation (CVR)

sons pas encore toute la vérité. Peut-être ne la connaissons-nous jamais car nous n'avons pas été contraints de vivre cette expérience comme vous l'avez été. Alors nous sommes ici pour entendre votre vérité, pour en apprendre davantage sur ce que ces pensionnats vous ont fait, choses pour lesquelles nous portons une bonne part de responsabilité. Nous l'avons fait aujourd'hui, nous continuerons à le faire demain et dans les années à venir.

Toutefois, il est important que nous disions la vérité que nous avons apprise. Parler et faire face à la vérité sont des choses essentielles afin d'assumer la responsabilité des torts faits. Cela est aussi indispensable à notre propre guérison. Et il importe de dire la vérité pour d'autres raisons. Pendant bien des années, on a fait silence sur le système des pensionnats autochtones dans notre pays. Il y a eu une vaste conspiration du silence. On demandait aux élèves eux-mêmes de ne pas en parler, en utilisant la honte pour maintenir leur silence. La réalité de ces pensionnats, tout comme la manière de voir déformée qui leur a donné existence, doivent être mises en lumière. Notre pays doit connaître ce volet de son histoire afin qu'une telle chose ne puisse jamais se répéter.

L'implication de l'Église Unie

De quelle façon l'Église Unie en est-elle venue à s'impliquer dans le système des pensionnats autochtones ? L'Église Unie du Canada a vu le jour en 1925 de la fusion des Églises méthodiste, congrégationaliste et de plusieurs paroisses presbytériennes. Les racines de notre implication dans le système

des pensionnats remontent toutefois au travail missionnaire des méthodistes et presbytériens au milieu du 19^e siècle dont nous avons hérité et que nous avons poursuivi. Au début du 20^e siècle, le département des Affaires indiennes du Gouvernement du Canada a ratifié une série d'ententes qui octroyaient aux Églises l'administration des pensionnats autochtones. Nous nous y sommes impliquées pour des raisons d'évangélisation et d'éducation.

Comme pour les autres confessions chrétiennes impliquées dans le système des pensionnats, l'Église Unie et ses devanciers considéraient qu'il était de leur mission de convertir les peuples autochtones au christianisme et au style de vie occidental européen. Cette approche imbue d'arrogance et de paternalisme reposait sur des attitudes de supériorité culturelle, raciale et spirituelle qui invalidaient la valeur et la sagesse de la culture, de l'héritage et de la tradition spirituelle autochtones. Telles que le mentionnent nos Excuses de 1986 : « Dans notre empressement à vous transmettre la bonne nouvelle de Jésus-Christ, nous sommes demeurés insensibles à la richesse de votre spiritualité... En essayant de vous modeler à notre image, nous avons contribué à détruire la vision à l'origine de votre spécificité. »¹

L'Église méthodiste avait une passion toute particulière pour l'éducation et mettait de l'avant la scolarisation pour promouvoir davantage de possibilités et de justice pour les gens perçus comme « défavorisés ». Cependant ce « ministère de compassion » se fondait sur une évaluation eurocentrique quant à la valeur des modes de vie et d'apprentissage autochtones, au mieux inférieurs, au pire maléfiques. Les pensionnats devenaient non seulement une façon d'instruire mais aussi un moyen de soustraire les enfants à l'influence de leurs foyers et de leur héritage. Voici une citation de Thomas Crosby, missionnaire bien connu de la côte ouest, en date de 1914 : « Dans toutes nos missions, il s'avère de la plus haute importance que nous ayons des écoles. Comme le missionnaire se retrouve parmi des gens qui sont en continuel déplacement, si l'on veut qu'il fasse du bon travail, il faut donc regrouper un bon nombre d'enfants dans une maison, un pensionnat ou une institution industrielle où ils peuvent demeurer de façon continue, fréquenter l'école avec régularité et être maintenus à l'écart des mauvaises influences de la vie païenne. »²

Et il y a pire. Au fur et à mesure de notre démarche de lucidité et de rencontre de la vérité, notre Église a pris conscience que nous étions profondément complice des politiques nationales d'assimilation qui avaient pour objectif la disparition des amérindiens. Nous avons participé à un programme national fondé sur la vision de Duncan Campbell Scott, surintendant adjoint des Affaires indiennes qui affirmait en 1920 : « Je souhaite me débarrasser du problème indien... Notre objectif est de persévérer jusqu'à ce qu'il n'y ait plus un seul indien au Canada qui n'ait été assimilé dans notre corps social, et qu'il n'y ait plus de question indienne ni de département des Affaires indiennes. »³

Voilà la vérité que l'Église Unie doit dire et regarder en face, la vérité à laquelle la Nation canadienne doit faire face. Cela a été reconnu l'an dernier dans les excuses nationales présentées par le Premier Ministre : « D'ailleurs, certains cherchaient, selon une expression devenue tristement célèbre, "à tuer l'Indien au sein de l'enfant". Aujourd'hui, nous

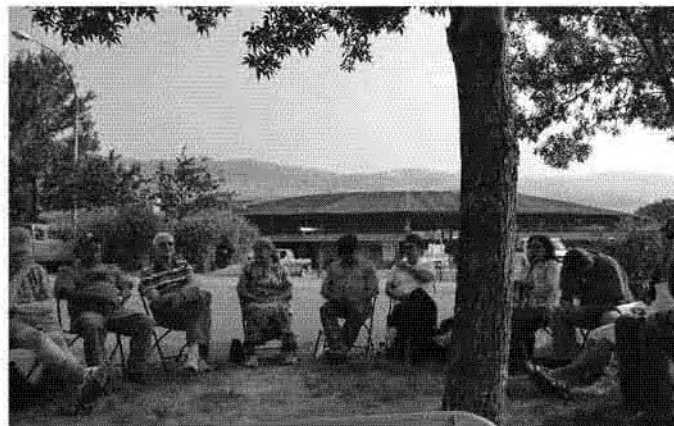


Photo Jamie Scott

Rencontre de Kamloops avant le 40^e Conseil général

reconnaissons que cette politique d'assimilation était erronée, qu'elle a fait beaucoup de mal et qu'elle n'a aucune place dans notre pays. »⁴

Quelle honte pour nous.

Malgré les bonnes intentions...

L'Église Unie était impliquée dans 13 pensionnats amérindiens et plusieurs institutions qui les ont précédés – environ 10 % du total de ces écoles. Cinq de ces pensionnats se trouvaient en Colombie-Britannique : à Ahousaht, Coqualeetza, Kitamaat (ou Haisla), Port Simpson et à Alberni. La plupart ont d'abord été des postes de mission. Nous dirigeons également l'Edmonton Indian Residential School où ont été envoyés plusieurs enfants du nord de la Colombie-Britannique.

Bien des personnes qui travaillaient et enseignaient dans ces écoles avaient de bonnes intentions et exprimaient de la bonté. Plusieurs en effet concevaient ce travail en régions éloignées et dans des circonstances difficiles comme une expression de fidélité à leurs croyances et à leur Église, leur « mission ». Au fur et à mesure que les intentions et les impacts des pensionnats autochtones sont devenus publics, quelques anciens membres du personnel se sont sentis abandonnés par l'Église. Un ex-directeur, marié à une enseignante, m'a écrit : « Pour (ma femme) particulièrement... cela a été très difficile de constater que l'Église tournait le dos à des personnes comme elle, elle qui croyait agir dans le meilleur intérêt des enfants des réserves éloignées du Manitoba tout en accomplissant la mission pour l'Église qu'elle aimait. »

Nous savons pourtant que même avec un personnel dévoué, l'humiliation débutait aussitôt que les enfants franchissaient le seuil du pensionnat la première fois – avec l'épouillage, la coupe des cheveux, l'octroi d'un numéro au lieu d'un nom, le changement de vêtements et l'interdiction de parler leur propre langue. On ne permettait même pas la visite entre frères et sœurs.

Le même ex-directeur m'écrivait encore : « Le génocide culturel, en ce qui a trait à la langue, n'émanait pas de l'Église ni du personnel. C'était la loi. Même dans les écoles régulières il était interdit aux enfants de parler leur langue sur le terrain de l'école. Les directeurs comme moi, venus à l'enseignement

après avoir vécu parmi les gens dans un contexte différent, la plupart du temps ne tenaient pas compte de la loi, mais elle existait tout de même ; si un inspecteur des Affaires indiennes débarquait, le personnel pouvait recevoir une réprimande pour avoir négligé leur devoir. Il est tout à fait injuste que l'Église blâme le personnel des pensionnats d'avoir fait ce que la loi exigeait d'eux. Dans une école où elle enseignait, ma femme fut sévèrement réprimandée pour avoir permis aux enfants de parler leur propre langue alors qu'ils étaient sous sa supervision. »

... des histoires d'horreur

Tout en reconnaissant que bon nombre d'employés œuvraient avec générosité et bienveillance, en tant qu'Église nous devons admettre l'ampleur des torts subis dans les pensionnats. Nous avons entendu la douleur de nombreuses histoires d'abus physiques, sexuels et émotionnels qui ont été racontées dans le cadre des poursuites légales contre nous. Nous avons entendu parler de mauvaise alimentation, du manque de chauffage, de négligence et d'humiliation, de châtements corporels et de privations. Et cela nous a été rapporté non seulement par les élèves mais aussi par d'anciens membres du personnel.

Le 3 octobre 1929, l'enseignante Lucy Affleck écrit au Surintendant de l'Église Unie pour les missions indiennes pour lui décrire ce qu'elle nomme « les vraies conditions » des pensionnats autochtones en Saskatchewan. Elle note que les enfants ont souvent froid, que la nourriture est inadéquate, qu'on donne le lait aux cochons, qu'il y a un manque d'eau potable et qu'elle soupçonne qu'au moins 90 % des enfants ont la tuberculose. « Le pensionnat existe au profit du personnel plutôt qu'au bénéfice des élèves » écrit-elle, affirmant que le directeur et son épouse, la matrone du pensionnat, augmentaient leurs salaires à partir des postes non comblés. Elle mentionne également que le directeur vendait aux enfants des pommes et des oranges cinq sous le fruit pour en tirer des profits supplémentaires. Cependant, son souci le plus grand était son sentiment que les enfants manquaient d'attention parentale adéquate au pensionnat. Le directeur ne manifestait « aucun intérêt paternel » envers les garçons, et sa femme, imbuë de discipline, était dépourvue de sollicitude maternelle à l'égard des enfants.⁵

Madame Affleck fut renvoyée pour motif de « déloyauté ». Quelle honte pour nous.

Nous reconnaissons que des élèves ont subi des abus corporels et sexuels horribles dans les pensionnats. L'exemple le plus notoire est celui d'Arthur Plint, reconnu coupable en 1995 et 1997 de 36 chefs d'accusation d'indécence avec assaut et trois chefs d'accusation d'assaut causant des blessures corporelles pour des actes commis entre 1948 et 1968 alors qu'il supervisait un dortoir du pensionnat autochtone d'Alberni. Il a purgé une peine de 11 ans au Mountain Penitentiary. D'autres individus se sont rendus coupables d'actes semblables.

Nous reconnaissons la souffrance causée aux familles auxquelles on a arraché leurs enfants contre leur volonté, pour les conduire dans des endroits éloignés où on leur a appris une langue différente, une culture différente et une spiritualité différente, et en leur laissant entendre constamment qu'eux et leur

famille, leur communauté et leur héritage d'origine n'étaient pas bons. Nous reconnaissons et nous pouvons à peine imaginer le silence dans les communautés une fois les enfants partis, les foyers vides, la tristesse dans les cœurs.

Des conséquences persistantes

Nous reconnaissons que ces abus ont eu des conséquences persistantes dans vos vies personnelles et la vie de vos communautés, qu'elles se sont exprimées par des comportements de dépendance, d'abus intergénérationnels, de violence latérale, d'isolement, d'éclatement des familles, par des suicides, par la perte de votre langue et de votre culture. Les conséquences ont traversé les générations et sont à long terme.

En reprenant les mots des Excuses de 1998 : « Vous n'aviez rien fait de mal. Vous avez été et vous êtes encore les victimes d'actes infâmes qu'aucune circonstance ne peut justifier ou excuser. »⁶

Nous reconnaissons également qu'il y a eu beaucoup trop de décès dans les pensionnats. Un financement inadéquat, une surpopulation, une alimentation déficiente et des conditions hygiéniques inadéquates ont favorisé des maladies comme la tuberculose et la rougeole. Même si les conditions différaient d'un pensionnat à l'autre et selon les époques, il demeure que tout le système était dénaturé et a créé ces conditions lamentables.

Tout cela est une honte pour nous.

Église et État main dans la main

Convaincus que nous faisons la bonne chose, nous avons été sourds aux voix qui commençaient à exprimer des préoccupations à l'égard des pensionnats autochtones. En 1935, un rapport du Conseil des missions intérieures et de la Société missionnaire des dames mentionne une série de désavantages des pensionnats dont :

- * que les enfants sont retirés de leur famille en bas âge, ce qui brise le lien entre l'enfant et ses parents ;
- * que les enfants, résultat d'un contexte de discipline, d'une supervision constante de 24 heures et d'un ensemble de restrictions, sont inaptes à retourner dans leurs communautés ; et
- * que les parents trouvent les enfants non préparés à leur vie normale de trappe, de chasse, d'agriculture et de pêche.⁷

En ce temps-là, l'Église Unie concevait son rôle d'éducation de la jeunesse autochtone comme une contribution à cette grande responsabilité nationale et aux obligations des traités. Le Conseil des missions intérieures déclarait : « Nous ne devons jamais oublier que la promotion du travail parmi les Indiens du Canada est une responsabilité nationale. En tant que citoyens canadiens nous avons l'obligation par traité de prendre soin des premiers habitants de ce pays et nous ne devons jamais relâcher nos efforts jusqu'à ce que ces "protégés" de notre gouvernement deviennent pleinement des citoyens du Dominion. Il est évident que sans l'aide de l'Église chrétienne

Suite à la page 24

Suite de la page 21

Divulguer le passé...

ce but louable ne peut être atteint. »⁸

Même jusque dans les années 1960 notre évaluation de la valeur des pensionnats était positive. Le rédacteur des notes d'une commission de l'Église Unie en 1958 mentionne le financement insuffisant de la part du gouvernement pour le fonctionnement des pensionnats, le besoin d'une meilleure formation pour les directeurs et la difficulté d'embauche d'un personnel adéquat : « Il n'y a aucun doute que les pensionnats autochtones, depuis plus de cent ans, ont apporté une contribution inestimable à la vie des populations indiennes du Canada. De plus, peu de gens doutent qu'ils soient encore nécessaires pour plusieurs années. »⁹

Nous n'avons pas écouté les voix discordantes. Nous n'avons pas entendu vos voix. Nous n'avons pas écouté l'enseignante Lucy Affleck nous dire la vérité en 1929. Nous n'avons pas entendu la voix et la sagesse de Marion Adams, enseignante à Norway House de 1957 à 1960, lorsqu'elle a écrit ce poème à un élève :

Nous vous avons pris par la main pour vous guider sur le chemin du 20^e siècle,

Nous vous avons pris par la main et y avons placé ces outils utiles pour le 20^e siècle,

Nous avons tenu l'immense parasol d'un partenaire – pour vous mettre à l'abri,

Un parasol qui vous a caché votre ciel, votre soleil, vos racines,

Nous avons ri, et appris et vous avons aimé à l'intérieur de cette structure protectrice,

Mais nous sommes demeurés trop longtemps sous ses tiges allongées,

Son ombrage nous a déchirés au fil des ans,

Écrasante construction nous surplombant, nous blessant tel un piège pour un animal, tourmentant nos âmes et nos esprits, nous dépouillant de notre famille, de notre langue de naissance.

Maintenant notre vie familiale ensemble sous le parasol

N'évoque plus que la torture de nos erreurs involontaires ;

Rien de divin en tout cela - nous nous recroquevillons face à ces jours heureux d'autrefois,

Souhaitant la guérison pour tous ceux et celles qui ont vécu, qui ont travaillé et qui ont joué sous le parasol.

Guérison pour vous tous et toutes, gens d'hier qui jadis étiez entourés des lumineuses promesses du 20^e siècle.¹⁰

Un long chemin à parcourir

C'est notre honte, ce n'est pas la vôtre.

Notre rôle dans les pensionnats autochtones s'est officiellement terminé en 1969. Dans les 25 dernières années, nous avons fait face à nos responsabilités. Nous avons appris l'étendue et la profondeur des torts causés, et ce que signifie vivre

selon nos excuses. Il reste encore un long chemin à parcourir et de grands défis.

Dans nos excuses aux anciens élèves en 1998 nous avons dit : « Nous sommes en plein milieu d'un long et douloureux cheminement, alors que nous réfléchissons à notre façon d'agir en tant qu'Église et aux cris que nous n'avons pas entendus ou voulu entendre. Alors que nous faisons route sur le difficile chemin du repentir, de la réconciliation et de la guérison, nous nous engageons à ne plus jamais utiliser notre pouvoir pour blesser les autres en manifestant un comportement de supériorité raciale et spirituelle. »¹¹

Puisse le Créateur nous accorder force et assistance dans cette tâche.

Merci pour votre écoute. ◇

- 1) L'intégral des Excuses aux peuples des Premières Nations (1986) est disponible à : <http://www.united-church.ca/fr/beliefs/policies/1986/a651> .
- 2) Thomas Crosby, *Up and Down the North Pacific Coast by Canoe and Mission Ship*, manuscrit dactylographié, [1914], Archives de l'Église Unie du Canada (UCCA), entrée 78.091C, classeur 22, dossier 6, p. 83
- 3) Cité dans E. Brian Titley, *A Narrow Vision : Duncan Campbell Scott and the Administration of Indian Affairs in Canada* (Vancouver, University of British Columbia Press, 1986), 50.
- 4) Pour lire les excuses du Premier Ministre au nom des canadiens et des canadiennes, voir : <http://pm.gc.ca/fra/media.asp?id=2149>
- 5) Lucy Affleck au Dr. Barner, Surintendant pour les missions indiennes, Toronto, 3 octobre 1929 et 11 novembre 1929, UCCA, entrée 83.058C, classeur 114, dossier 11; et Reverend R.J. Ross, directeur, Round Lake Indian Residential School au Dr. Cochrane, 9 novembre 1929, UCCA, entrée 83.058C, classeur 114, dossier 11.
- 6) L'intégral des Excuses de 1998 est disponible à <http://www.united-church.ca/fr/beliefs/policies/1998/a623>
- 7) Board of Home Missions et the Woman's Missionary Society of the United Church of Canada, "Report of Commission appointed to survey Indian Education," 1935, UCCA, entrée 83.058C, classeur 114, dossier 3.
- 8) United Church of Canada, *Record of Proceedings of Sixth General Council*, Kingston, Ontario, September 1934, UCCA, p. 338.
- 9) The United Church of Canada, "Commission to Study Indian Work," 1958, UCCA, entrée 82.079, dossier 1, p. 14.
- 10) *We took your hand to lead you on a path to the 20th century, We held your hand to place our useful tools for the 20th century, We supported a partner's huge umbrella – to shelter you, The umbrella that shut out your sky, your sun, your roots, We laughed and learned and loved you inside the sheltering form, But we stayed together under the expanded ribs too long, Its shadow snapped us up in the years ahead, Its hovering form wounded like an animal's trap, haunting our souls and minds with deprivation of family, loss of native tongue, Now our umbrella home-life together Leaves us tortured by our unwitting mistakes Ungodlike – we shrink from those once happy times, Wishing healing for us all who lived and worked and played under the umbrella Healing for you of yesterday who once glowed with promise for the 20th century.*
- 11) L'intégral des Excuses de 1998 est disponible à <http://www.united-church.ca/fr/beliefs/policies/1998/a623>